

## L'économie chinoise: contraintes immédiates et choix à long terme

Le plan économique 1981-1985 adopté par les dirigeants chinois en décembre de l'année dernière a, dans l'ensemble, confirmé les orientations de politique économique définies en 1979. Celles-ci marquent-elles une rupture durable avec le modèle soviétique de développement jusque là dominant ou une phase transitoire répondant à des contraintes immédiates? Il n'est pas certain que les dirigeants chinois connaissent à l'heure actuelle la réponse à cette question fondamentale.

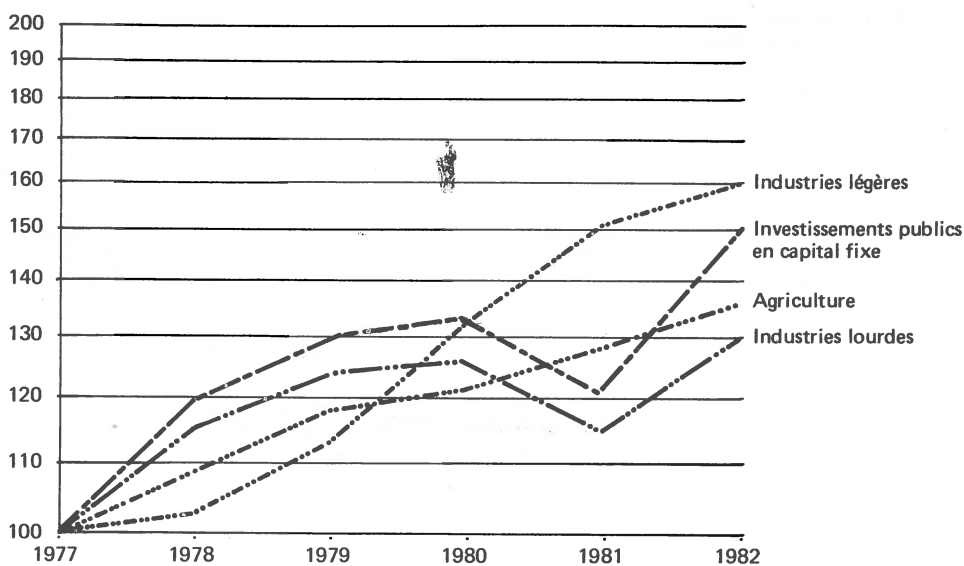
### 1 La nouvelle politique économique

La réorientation de la croissance, le développement de réformes, une nouvelle insertion dans les échanges internationaux dessinent depuis 1979 la politique économique de la Chine.

En 1979 la politique de «réajustement» prend, en effet, le contrepied de la stratégie de croissance volontariste encore réaffirmée l'année précédente dans le plan de développement 1978-1985 (priorité à l'investissement et aux secteurs industriels situés en amont) (1).

Dans l'industrie, la nouvelle priorité donnée aux productions à forte intensité de main d'œuvre et faible coût d'investissement a stimulé l'activité des secteurs desservant la consommation de la population et les marchés extérieurs: le dynamisme des industries légères (et notamment textiles) a assuré de 1979 à 1981 une croissance industrielle rapide (+ 7 % par an) malgré le recul des industries lourdes (sidérurgie, constructions mécaniques) (graphique A).

GRAPHIQUE A  
Croissance intérieure  
(Indices de volume,  
base 100 = 1977)



Sources: — Statistical yearbook of China 1981  
(Bureau d'État des Statistiques de la RPC, Hong-Kong, 1982).  
— Beijing Information, 4 avril 1983.

(1) Cf. F. Lemoine, «Bilan et perspective du commerce extérieur de la Chine» (*Économie Prospective Internationale*, n° 7, juillet 1981).

Dans l'agriculture, le relèvement des prix à la production des principaux produits en 1979, les mesures favorisant les spécialisations régionales, l'expansion des marchés libres et, depuis 1980, la dissolution de fait des structures collectives ont dégagé des réserves de productivité. L'essor exceptionnel des cultures non alimentaires a contribué au dynamisme des activités en aval et ainsi favorisé la réorientation des priorités industrielles.

Alors que les réformes de gestion introduites dans l'industrie reviennent, pour l'essentiel, à associer les entreprises et les travailleurs aux résultats de leur activité (rétention d'une partie du profit par les unités de production, distribution de primes, salaires à la pièce), dans les campagnes c'est une véritable "révolution silencieuse" qui s'opère depuis 1980 (2). Le système d'exploitation collective et de rémunération égalitaire, en place depuis la fin des années cinquante, a été progressivement démantelé par la propagation des formules diverses de contrats familiaux : 80 % des familles paysannes forment aujourd'hui les cellules de base de la production agricole, disposant du fruit de leur travail une fois qu'elles ont rempli leurs obligations de livraison à l'État.

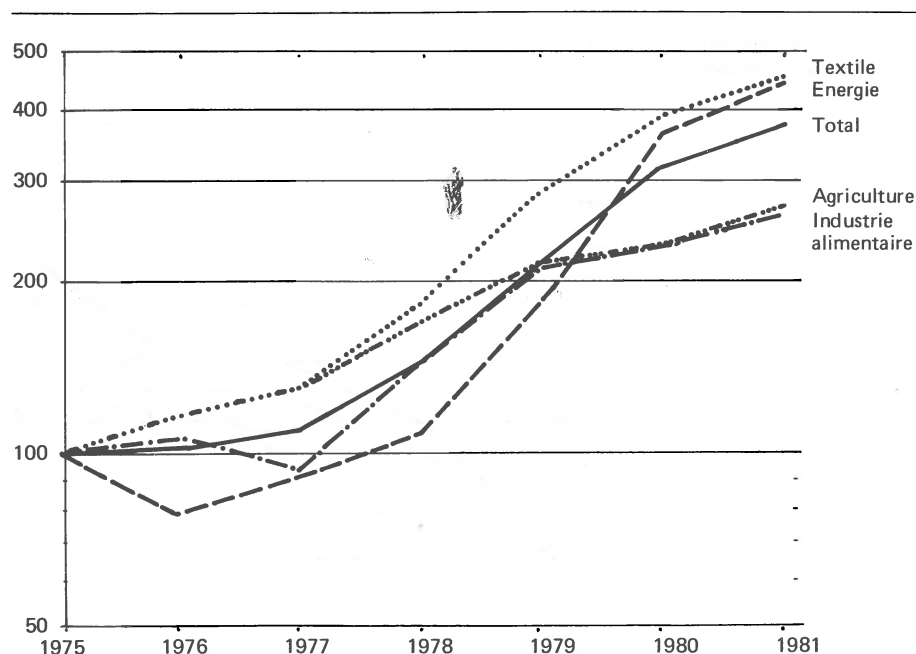
L'augmentation des revenus des ménages, tant à la ville qu'à la campagne, a ouvert de vastes débouchés à l'offre de biens de consommation industriels et agricoles ; les mesures de promotion des exportations ont favorisé la percée des productions de l'industrie légère sur les marchés extérieurs.

## 2 L'ouverture sur l'extérieur

Les échanges extérieurs de la Chine se sont développés depuis 1979 à un rythme supérieur à celui de la croissance interne comme à celui de l'ensemble du commerce international. Le dynamisme des ventes de produits manufacturés et, jusqu'en 1981, la hausse des prix du pétrole (les ventes chinoises stagnent à environ 10 millions de tonnes de brut) ont alimenté l'expansion des exportations chinoises (graphique B). Le ralentissement des importations d'équipements industriels (graphique C) dû à la stagnation des investissements internes (3) a permis à la Chine d'enregistrer en 1981 un excédent commercial qui s'est amplifié en 1982 (+ 4,7 milliards de \$).

Parallèlement, l'autorisation d'investissements étrangers en Chine, l'appel aux compagnies occidentales pour l'exploration des ressources pétrolières en mer, la création de zones franches, les encouragements donnés aux régions côtières pour développer leur coopération industrielle avec l'étranger ont marqué de façon spec-

GRAPHIQUE B  
Principales exportations  
vers l'OCDE  
(Indices de valeur en dollars,  
base 100 = 1975)



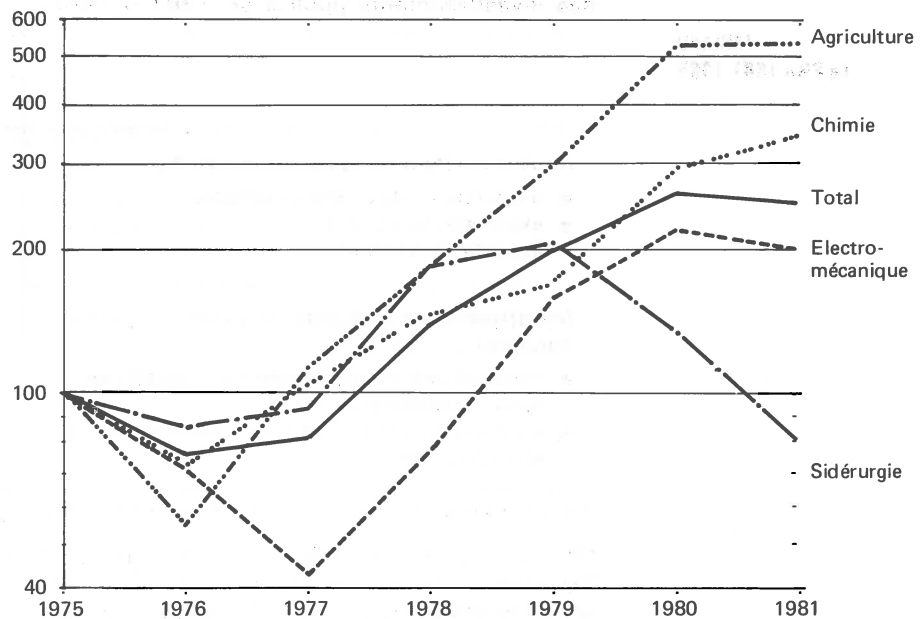
Source : CEPII, base CHELEM — Commerce international.

(2) Cf. Claude Aubert « Chine rurale : la révolution silencieuse » (Projet, septembre-octobre 1982).

(3) Voir la Lettre du CEPII n° 16, « Chine : la politique d'importation à l'heure du réajustement » (juin 1981).

taculaire la politique d'ouverture. Bien que leur portée demeure encore modeste hors du secteur pétrolier (100 millions de dollars ont été investis par des sociétés étrangères) ces initiatives ont mis en évidence la vitalité des liens avec les Chinois d'outre-mer.

GRAPHIQUE C  
Principales importations  
venant de l'OCDE  
(Indices de valeur en dollars,  
base 100 = 1975)



Source: CEPII, base CHELEM — Commerce international.

### 3 Une interprétation ambiguë

Les succès (industriels, agricoles, commerciaux) de la nouvelle politique économique ne suffisent pas à faire préjuger avec certitude de sa durée: dès 1982 la nécessité de soutenir le développement des secteurs où se manifestent des goulets d'étranglement (infrastructures, énergie) a justifié une relance des investissements et de l'industrie lourde. Plus fondamentalement, les implications sociales et politiques des bouleversements en cours — notamment dans les campagnes où vit 80 % de la population chinoise — font peser une hypothèque sur cette politique.

L'empreinte du modèle soviétique sur l'organisation et les politiques économiques de la Chine, depuis 1949, conduit naturellement à souligner les analogies de la politique chinoise actuelle avec la « NEP » que connut l'URSS de 1921 à 1927. Présentée par Lénine comme une « retraite » tactique destinée à sauver l'économie d'une situation catastrophique, la NEP a fait appel aux initiatives privées et aux techniciens étrangers dans le cadre d'une économie mixte; elle a réussi en cinq ans à remettre sur pied l'économie soviétique, permettant ainsi une relance de l'industrialisation forcée et de l'étatisation. Dans cette interprétation, la politique chinoise actuelle — qui insiste sur la coexistence de la planification centrale et des mécanismes du marché, qui oriente l'activité économique en fonction de critères de rentabilité reflétant les avantages comparatifs de la Chine (pénurie de capital et pléthore de main d'œuvre) — représenterait une phase transitoire; elle serait le prélude à des choix stratégiques ultérieurs plus conformes au modèle soviétique qu'à celui des nouveaux pays industriels d'Asie.

Mais le revirement décidé en 1979, bien que singulier par son ampleur, peut aussi faire partie des mouvements d'oscillation périodique de la politique économique chinoise. En 1957, à la suite des tensions engendrées par le premier plan quinquennal, puis de 1961 à 1964 face à la crise provoquée par le Grand Bond en Avant, les dirigeants avaient adopté des politiques économiques auxquelles s'apparentent les orientations actuelles. Les déséquilibres accumulés au cours des années soixante-dix par des investissements excessifs et l'utilisation inefficace des ressources imposeraient actuellement une phase de modération; l'économie chinoise trouverait, en fin de compte, un équilibre dans l'alternance des politiques économiques.

## 4 La possibilité d'un développement dualiste ?

TABLEAU  
Le Plan 1981-1985

Le plan économique 1981-1985 n'apporte pas de réponse tranchée aux interrogations sur la stratégie à long terme de l'économie chinoise (voir tableau). Il maintient les grandes orientations tracées depuis 1979 : croissance modérée, amélioration du niveau de vie et maintien du taux d'investissement au niveau de 1981, priorité à la modernisation des entreprises existantes plus qu'à la création de nouvelles unités, développement rapide du commerce extérieur ; s'y ajoute un effort particulier en faveur de l'énergie et des transports qui concentreront près de 40 % des investissements publics de 1981 à 1985.

|  | Objectifs<br>1981-1985 | Résultats |      |
|--|------------------------|-----------|------|
|  |                        | 1981      | 1982 |
| <i>Croissance</i> (taux annuels moyens en %)                               |                        |           |      |
| ● production industrielle et agricole .....                                | 4 à 5                  | 4,5       | 7,3  |
| ● exportations (volume) .....  | 8,1                    | 10        | 8,5  |
| ● importations (volume) .....  | 9,2                    | 7,0       | 12,8 |
| <i>Investissements</i> (milliards de yuans, moyenne annuelle)              |                        |           |      |
| ● montant des investissements en capital fixe dans le secteur public ..... | 46                     | 42,8      | 54,5 |
| ● allocations budgétaires pour l'investissement en capital fixe .....      | 34                     | 32,7      | n.d. |

Source : Beijing Information, 20 décembre 1982 et 4 avril 1984.

Marquée par la reprise de l'industrie lourde en 1982 et début 1983, la croissance industrielle pourrait se régler d'ici 1985 sur un développement parallèle des secteurs situés en amont et de ceux desservant la consommation. Ce compromis refléterait les objectifs contradictoires qui s'imposent à l'économie chinoise :

— le développement des secteurs qui conditionnent la croissance à long terme (infrastructures, productions pétrolière et charbonnière) implique, en effet, d'importants investissements et un redémarrage des industries lourdes (4) ;

— l'arrivée en âge d'activité des classes nombreuses des années soixante (25 millions de personnes par an d'ici 1988) impose de poursuivre en même temps l'essor des industries légères, les plus créatrices d'emploi.

En outre, l'équilibre alimentaire reste un des enjeux majeurs de toute politique économique : la population chinoise augmentera d'au moins un cinquième d'ici l'an 2000 (passant de 1 milliard à 1,2 milliard). Or les possibilités d'expansion des productions agricoles sont limitées par les superficies cultivables et les rendements déjà élevés, et les dirigeants chinois devront faire face aux risques de développement anarchique que comporte la décollectivisation.

Il n'existe sans doute pas de réponse cohérente à la multiplicité de ces contraintes. L'acceptation du dualisme de l'économie chinoise, peut-être implicite dans les orientations actuelles, se présente comme un des choix possibles de la politique de modernisation.

Le développement de l'industrie se poursuivrait ainsi sur deux modes : l'État continuant à financer la modernisation (notamment par des équipements importés) des grandes entreprises qui assurent les productions d'importance stratégiques à grands coûts d'investissements ; les autres entreprises entretenant l'activité des industries de main d'œuvre grâce aux ressources financières accrues que leur confèrent les réformes. Celles-ci pourraient accentuer le dualisme spatial de l'économie chinoise : une des tentations actuelles semble bien être de laisser s'affirmer le dynamisme des zones côtières, dont les industries manufacturières sont plus efficaces et ouvertes sur l'extérieur, tout en stimulant leurs liens de coopération avec les régions de l'intérieur qui assurent leur approvisionnement en matières premières.

L'acceptation du dualisme, tout comme la décollectivisation agricole, mène à un accroissement des inégalités entre régions, entre unités de production, entre individus. Les considérations politiques, plus que les analyses économiques, seront déterminantes dans les options qui seront finalement prises pour l'économie chinoise.

(4) Cf. « Les grands acteurs de la scène énergétique mondiale » (*Économie Prospective Internationale*, n° 11, 3<sup>e</sup> trimestre 1982).

### Rédaction :

Centre  
d'études prospectives  
et d'informations  
internationales.  
9, rue Georges-Pitard,  
75015 Paris.  
Tél. : 842.68.00

Rédacteur en chef :  
Gérard Lafay

### Édition :

La Documentation française.  
Abonnement d'un an  
(8 numéros) : 130 F.

Commande adressée à  
La Documentation française.  
124, rue Henri-Barbusse.  
93308 AUBERVILLIERS CEDEX.

Règlement à réception  
de la facture.

Directeur  
de la publication :  
Yves Berthelot  
CPPP n° 1462 AD.  
Dépôt légal  
2<sup>e</sup> trimestre 1983

Imp. CID éditions,  
Nantes

Imprimé en France.